

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL - PROGRES



**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES  
APPLICABLES AUX MARCHÉS  
PUBLICS DE FOURNITURES ET  
SERVICES**

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

-----  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
PRIMATURE  
-----

VISA : SGG



ARRETE N° 6078 /PR/PM/2016

PORTANT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MARCHÉS PUBLICS DE  
FOURNITURES ET SERVICES

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

-----  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
PRIMATURE  
-----

VISA: S.G.G



ARRETE N° 6078 /PR/PM/2016

Portant Cahier des Clauses Administratives Générales  
Applicables aux Marchés Publics de Fournitures et Services

**LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,**

Vu la Constitution;

Vu le Décret N°514/PR/2016 du 08 août 2016, portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret N°518/PR/PM/2016 du 14 août 2016, portant Nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N° 622/PR/PM/2016 du 14 septembre 2016, portant Structure Générale du Gouvernement et Attributions de ses Membres ;

Vu le Décret N° 2417/PR/PM/2015 du 17 décembre 2015, portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Loi 006/PR/2007 du 03 janvier 2008, instituant la Charte des Investissements de la République du Tchad ;

Vu le Code Général des impôts ;

Vu le Code des Douanes ;

**ARRETE :**

## CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1<sup>er</sup> - Champ d'application – définitions

#### 1.1 Champ d'application

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) s'appliquent aux Marchés de fournitures et de prestations de services passés au nom de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises publiques, des sociétés à participation financière publique majoritaire, et des autres organismes, agences ou offices créés par l'Etat ou les collectivités locales pour satisfaire aux besoins d'intérêt général, dotés ou non de la personnalité morale, dont l'activité est financée ou garantie par l'Etat ou qui bénéficient du concours financier ou de la garantie de l'Etat ou d'une collectivité locale.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) s'appliquent aussi aux sociétés et établissements à participation financière publique non visés ci-dessus et aux personnes de droit privés bénéficiant du concours financier de l'Etat, de sa garantie ou de la qualité de Maître d'Ouvrage Délégué.

#### 1.2 Définitions

Dans le présent Cahier des Clauses Administratives Générales, les termes ci-après sont interprétés comme suit :

- « **l'Autorité Contractante** » désigne la personne morale qui conclut le Marché public avec le titulaire ;
- « **le Maître d'Ouvrage** » désigne l'Autorité Contractante pour le compte de laquelle la fourniture d'équipements ou la prestation de services est réalisée ;
- « **le Maître d'Ouvrage Délégué** » désigne la personne exerçant en qualité du mandataire du Maître d' Ouvrage tout ou partie des attributions de ce dernier ;
- « **le Cocontractant ou Titulaire** » désigne toute personne physique ou morale partie au contrat, en charge de l'exécution des fournitures ou des prestations de services prévues dans le Marché ;
- « **la Personne Responsable du Marché** » désigne soit le représentant légal de la personne publique, soit la personne physique désignée par elle pour la représenter dans l'exécution du Marché ;
- « **le Marché de Fournitures** » a pour objet l'achat, la prise en crédit-bail, la location ou la location –vente de produits ou matériels au bénéfice d'un Maître d'Ouvrage ou d'un Maître d'Ouvrage Délégué ;
- « **le Marché de Services** » a pour objet la réalisation des prestations qui ne peuvent être qualifiées ni de travaux, ni de fournitures.

Ils recouvrent notamment :

- les Marchés de services courants qui ont pour objet l'acquisition par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des services pouvant être fournis sans spécifications techniques exigées par ce dernier ;
  - les Marchés portant notamment sur des prestations de transport, d'entretien et de maintenance des équipements, installations et de matériels, de nettoyage, de gardiennage des locaux administratifs et de jardinage ;
- « le prix du marché » rémunère le Titulaire du marché. Il est réputé assurer au titulaire du Marché un bénéfice et couvrir toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des fournitures ou des services et notamment les impôts, les droits et les taxes applicables sauf lorsqu'ils sont exclus du prix du Marché en vertu du terme de commerce retenu.

## **ARTICLE 2 - Représentation du titulaire**

2.1 Le titulaire d'un Marché peut désigner, dès la notification du Marché, une personne physique ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du Marché.

2.2 Le titulaire est tenu de notifier dans un délai de sept (7) jours au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché qui se rapporte aux personnes ayant pouvoir d'engager le titulaire.

## **ARTICLE 3 - Sous-traitance**

3.1 Le titulaire d'un Marché Public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché dans les conditions définies aux articles 66 et 67 du Code des Marchés Publics.

3.2 Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué du Marché lorsque celui-ci lui en fait la demande.

3.3 Si, sans motif valable, quinze (15) jours après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire n'a pas rempli les obligations prévues au paragraphe 2 ci-dessus, il encourt une pénalité qui, dans le silence du Marché est égale à un millième (1/1000<sup>ème</sup>) du montant du Marché par jour calendaire de retard.

3.4 Les sous-traitants acceptés par l'Administration et dont les conditions de paiement ont été agréés sont payés conformément aux dispositions prévues aux articles 179 et 180 du Code des Marchés Publics.

## **ARTICLE 4 - Décompte des délais**

4.1 Tout délai imparti dans le Marché au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué ou à la Personne Responsable du marché ou au Titulaire commence à courir le lendemain du jour où commencent les faits qui servent du point de départ de ce délai.

4.2 Lorsque le délai est fixé en jour, il s'entend en jour de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

4.3 Lorsque le délai est fixé en mois il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas le

quantième correspondant le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

4.4 Lorsque le dernier jour d'un délai est un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

#### **ARTICLE 5 - Notification**

5.1 Toute notification devant faire courir un délai envoyée par l'une ou l'autre des parties en application du Marché le sera par lettre recommandée ou par courrier électronique confirmé par écrit soit à l'adresse spécifiée dans ce but dans le marché avec demande d'avis de réception postale, soit remise directement contre un reçu ou un émargement de la partie intéressée.

5.2 Les communications du titulaire avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué auxquelles il entend donner date certaine sont soit adressées par lettre recommandée ou courrier électronique avec demande d'avis de réception postale, soit remise contre récépissé à la personne responsable du Marché.

5.3 L'avis de réception ou bien le reçu ou l'émargement donné par le destinataire fait foi de la notification. La date de l'avis de réception postale ou du récépissé est retenue comme la date de remise de la décision ou de la communication.

#### **ARTICLE 6 - Pièces contractuelles**

6.1 Les pièces constitutives du Marché sont :

- la Soumission ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières applicable aux Marchés Publics de fournitures et services ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ;
- l'état des prix forfaitaires, le bordereau des prix unitaires ou la série de prix ;
- le détail estimatif ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- les plans et les dossiers techniques lorsque ces pièces sont mentionnées comme pièces contractuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux Marchés Publics de Fournitures et Services.

6.2 En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du Marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées dans le C.C.A.P.

6.3 Après sa conclusion, le Marché peut être modifié par les avenants.

#### **ARTICLE 7 - Pièces à délivrer au Titulaire – Nantissement**

7.1 Dès la notification du Marché, la personne responsable du Marché délivre sans frais au titulaire contre reçu, une expédition certifiée conforme du Marché et de ses pièces constitutives à l'exception du Cahier des Clauses Techniques Générales et du Cahier des Clauses Administratives Générales.

7.2 La personne responsable du Marché délivre également sans frais au titulaire les pièces qui sont nécessaires à celui-ci pour remettre le Marché en nantissement.

## **ARTICLE 8 - Garantie de soumission- Garantie de bonne exécution - Retenue de garantie**

**8.1 Garantie de soumission:** le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié au Dossier d'Appel d'Offres lequel fera partie intégrante de son offre.

### **8.2 Garantie de bonne exécution**

8.2.1 Si le Marché ou un avenant fixe une garantie de bonne exécution, le titulaire, dans les vingt-et-un (21) jours de la notification du Marché, fournit au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement de bonne exécution égal au montant stipulé dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

8.2.2 En cas de prélèvement sur la garantie de bonne exécution pour quelque motif que ce soit, le titulaire doit aussitôt la reconstituer, au plus tard dans les vingt (20) jours qui suivent.

8.2.3 L'absence de constitution de garantie de bonne exécution ou s'il y a lieu de son augmentation ou de sa reconstitution fait obstacle à l'ordonnancement des sommes dues au titulaire.

8.2.4 La constitution d'une garantie de bonne exécution, son augmentation ou sa reconstitution est constatée par la remise à la personne responsable du marché du récépissé du dépôt des fonds ou titre ou à présentation à première demande.

8.2.5 Le remplacement de la garantie de bonne exécution par une caution personnelle et solidaire peut intervenir soit à l'origine, soit à tout moment si la garantie de bonne exécution a été déjà constituée, auquel cas, il en est alors donné main levée.

Si le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait obstacle à la libération de la caution personnelle et solidaire qui a cautionné le Marché, il en informe en même temps le Titulaire par lettre recommandée.

### **8.3 Retenue de garantie**

8.3.1 Si le Marché ou un avenant fixe une retenue de garantie, il sera opéré une retenue sur les sommes dues au titulaire dans la limite prévue dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et selon les modalités précisées à l'article 152 du Code des Marchés Publics. Le remplacement de cette retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire peut intervenir soit à l'origine, soit à tout moment conformément à l'article 153 du Code des Marchés Publics.

8.3.2 La retenue des garanties est restituée ou la caution qui la remplace est libérée dans les conditions prévues à l'article 154 du Code des Marchés Publics par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.

## **ARTICLE 9 - Obligation de discrétion - Mesures de sécurité**

### **9.1 Obligation de discrétion.**

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents ou objets quelconques est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenue à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

## **9.2 Mesures de sécurité.**

Les Marchés de fournitures et services intéressant la défense sont des marchés spéciaux relatifs à la défense nationale, à la sécurité et aux intérêts stratégiques de l'Etat.

Ces Marchés ne concernent que l'acquisition de tout équipement ou fourniture et les prestations de services directement liés à la défense nationale, à la sécurité et aux intérêts stratégiques de l'Etat. Ils sont régis par l'article 92 du Code des Marchés Publics.

## **ARTICLE 10 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

10.1 Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le Titulaire peut demander à la Personne Responsable du Marché de transmettre avec son avis les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements qu'il formule du fait des conditions particulières du Marché.

10.2 Le Titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci.

## **CHAPITRE II : DU PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

### **ARTICLE 11 - Contenu des prix**

11.1 Les prix d'un Marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et les prestations de services ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et assurer au titulaire une marge pour bénéfice.

11.2 Les prix que le titulaire facturera pour les fournitures livrées et les services rendus en exécution du Marché ne devront pas varier par rapport aux prix indiqués au Marché, sauf en ce qui concerne les variations des prix autorisées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### **ARTICLE 12 - Détermination des prix de règlement**

12.1 Les prix sont réputés fermes, sauf stipulation contraire figurant dans le Marché.

#### **12.2 Prix révisibles**

Lorsque le prix est révisable, l'une ou l'autre des parties fera jouer la formule de révision des prix prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières sous réserve des conditions ci-après :

- aucune augmentation du prix ne sera autorisée après les dates de livraison fixées à l'origine, sauf si la lettre prolongeant les délais de livraison le spécifie autrement ;
- aucune variation de prix ne sera autorisée pour les retards dont le Titulaire est entièrement



responsable.

L'Administration aura cependant droit à toute diminution du prix du Marché.

### **12.3 Prix actualisables**

Les prix fermes peuvent être actualisés dans les cas suivants :

- lorsque la notification du Marché intervient à une date postérieure à la date de validité des prix indiquée dans l'offre du soumissionnaire ;
- lorsque l'ordre d'exécuter les prestations de services ou de livraison de fournitures est donné au-delà de la limite de validité des prix indiquée dans la soumission.

L'actualisation des prix n'est possible que si le Marché le prévoit et s'il contient les éléments nécessaires à l'actualisation.

### **12.4 Incidence des variations de taxes.**

Lorsque le taux ou l'assiette d'une taxe est différent à l'époque du fait générateur du taux ou de l'assiette en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des soumissions, les prix de règlement tiennent compte de cette variation, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

## **ARTICLE 13 - Modalités de règlement du Marché**

### **13.1 Remise du décompte, de la facture ou du mémoire.**

Le Titulaire remet à la Personne Responsable du marché un décompte, une facture ou un mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du Marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes, accompagné des pièces justificatives.

Cette remise est opérée :

- au début de chaque mois pour les fournitures et prestations de services fournies ou exécutées le mois précédent, dans le cas des Marchés qui s'exécutent d'une façon continue ;
- après livraison de chaque lot ou commande, ou après exécution de chaque phase du Marché ou après achèvement de la dernière livraison ou prestation due au titre du Marché.

### **13.2 Acceptation du décompte, de la facture ou du mémoire par la Personne Responsable du marché**

La personne responsable du marché accepte ou rectifie le décompte, la facture ou le mémoire. Elle le complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités, les réfections imposées, la retenue de garantie.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, sur la partie de la prestation exécutée ou de fourniture livrée et que, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué devra faire régler à ce sous-traitant.

En aucune hypothèse, le montant des ordonnancements à effectuer au profit d'un sous-traitant ne peut excéder, sauf cas de révision de prix, le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le Marché ou l'avenant.

Lorsque le marché prévoit une révision de prix, le montant des paiements doit inclure le coût des fournitures ou des prestations de services exécutées au prix du Marché, de l'avenant ou en dernier lieu, le montant révisé du Marché.

### **13.3 Paiements partiels définitifs**

En cas de Marché qui s'exécute par tranches ou lots distincts, le paiement de l'ensemble d'une tranche ou d'un lot est considéré comme paiement définitif.

### **13.4 Délai de paiements**

Le paiement de la somme arrêtée doit intervenir quarante-cinq (45) jours au plus tard après remise par le titulaire de son décompte, de sa facture ou de son mémoire.

Toutefois, pour le solde définitif un délai plus long peut être fixé ne dépassant pas quatre-vingt-dix (90) jours.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, la Personne Responsable du Marché fait ordonnancer, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'elle a admises. Le complément est ordonnancé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est empêché, du fait du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, de procéder à une opération nécessaire au paiement, ledit délai est suspendu pour une période égale au retard qui en résulte.

La suspension intervient à partir de l'envoi par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué huit (8) jours au moins avant l'expiration du délai de paiement d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui, imputable au Titulaire ou à l'un de ses sous-traitants, s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension :

- débute du jour de la réception par le titulaire de cette lettre recommandée ;
- prend fin au jour de la réception par la Personne Responsable du marché, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par le Titulaire comportant la totalité des justifications qui ont été détaillées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Si le délai d'ordonnancement restant à couvrir à compter de la fin de suspension est inférieur à trente (30) jours, l'Administration dispose toutefois pour ordonnancer d'un délai de trente (30) jours.

### **13.5 Notification de l'ordonnancement**

Lorsque l'ordonnancement n'est pas régulier et que le comptable public assignataire de la dépense suspend le paiement, la Personne Responsable du marché en informe le Titulaire. Une telle suspension est assimilable au défaut d'ordonnancement.

### **13.6 Intérêts moratoires**

Le défaut d'ordonnancement dans le délai indiqué au paragraphe 13.4 ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires calculés dans les conditions fixées à l'article 176 du Code des Marchés Publics.

13.7 En cas de résiliation du Marché, quelle qu'en soit la faute, une liquidation des comptes est effectuée et le règlement des sommes dues est opéré dans les conditions fixées à l'article 188 du Code des Marchés Publics.

### **CHAPITRE III : DE L'EXECUTION DU MARCHÉ**

#### **ARTICLE 14 - Qualité des fournitures**

Les fournitures doivent être conformes aux stipulations du marché ou aux prescriptions de la norme fixée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Lorsqu'une norme applicable n'est pas mentionnée, les fournitures doivent être conformes à la norme faisant autorité en la matière et applicable au pays d'origine des fournitures ; cette norme sera celle la plus récemment définie par l'autorité compétente.

#### **ARTICLE 15 - Délai d'exécution**

15.1 Le délai d'exécution court à compter de la date de notification du Marché ou toute autre date convenue entre les deux parties.

15.2 Le délai d'exécution expire :

- en cas de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations de services dans les locaux du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, à la date de la livraison des fournitures ou d'achèvement des prestations de services ;
- en cas de réception dans les locaux du titulaire, à la date qu'il a indiquée pour l'admission.

#### **15.3 Prolongation du délai d'exécution.**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué :

- lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel ;
- si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

#### **15.4 Force majeure**

Aux fins du présent article, le terme de force majeure désigne un événement échappant au contrôle du Titulaire, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre du Marché, les guerres, les révolutions, les troubles à l'ordre public, les incendies, les inondations, les épidémies, les mesures de quarantaine ou d'embargo.

#### **15.5 Formalités à accomplir par le titulaire pour obtenir une prolongation du délai d'exécution.**

Pour pouvoir bénéficier des dispositions des paragraphes 15.3 et 15.4 ci-dessus, le Titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose à cet effet d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle les causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution en indiquant la durée de prolongation demandée dès lors que le retard peut être déterminé avec précision.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie par écrit sa décision au Titulaire.

En cas de force majeure, le Titulaire continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure où cela est raisonnablement possible.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

#### **ARTICLE 16 - Pénalités de retard**

16.1 La livraison des fournitures et l'exécution des prestations de services seront effectuées par le Titulaire conformément au calendrier spécifié dans le Marché.

Lorsque le délai contractuel, éventuellement modifié comme il est dit à l'article 15.3 ci-dessus, est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de un millième (1/1000<sup>ème</sup>) par jour de retard calculée selon la formule suivante :

**$P = V \times R$**  dans laquelle :

**1000.**

**P** = le montant de la pénalité,

**V** = la valeur des fournitures ou des prestations de services sur laquelle est calculée la pénalité ; cette valeur est égale à la valeur de règlement de la partie des fournitures ou des prestations de services en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'une partie rend l'ensemble inutilisable;

**R** = le nombre de jours de retard décompté comme indiqué à l'article 4 ci-dessus.

16.2 Lorsque le Marché s'exécute par tranches ou lots distincts, assortis de délais partiels, les dispositions du paragraphe 16.1 ci-dessus sont applicables à chacun des délais, la valeur de règlement des fournitures ou des prestations de services de la tranche ou du lot tenant lieu de valeur de règlement de l'ensemble des fournitures ou des prestations de services.

16.3 Le montant des pénalités de retard effectivement appliqué est plafonné à dix pour cent (10%) du montant initial du Marché, éventuellement modifié par les avenants.

16.4 Une fois atteint un montant théorique calculé sans application du plafonnement visé à l'alinéa 16.3 ci-dessus des pénalités égal à dix pour cent (10%) du montant initial du Marché, éventuellement modifié par les avenants intervenus, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pourra envisager la résiliation unilatérale du Marché.

16.5 Dans le cas de résiliation du Marché, les pénalités pour retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

16.6 L'application des pénalités de retard est suspendue en cas de force majeure qui devra être notifiée dans les conditions prévues au Marché.

## **ARTICLE 17 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire.**

17.1 Si le Marché prévoit la remise au titulaire :

- de matériels ou objets à réparer, à modifier ou à entretenir,
- d'approvisionnements ou de matières premières.

Les matériels et objets ainsi que les approvisionnements non consommés sont restitués au lieu et à la date fixés par le Marché.

17.2 Le Titulaire assure à l'égard de ces matériels, objets ou approvisionnements la responsabilité d'un détenteur dépositaire selon les termes de l'article 151 du Code des Marchés Publics.

Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le Marché.

Si le Titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, un objet ou un approvisionnement non consommé, pour quelque motif que ce soit, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué décide, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement.

17.3 Les frais et risques de transport des matériels, objets et approvisionnements qui doivent être restitués au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué incombent au Titulaire.

17.4 Le Titulaire est tenu de faire assurer à ses frais préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels, les objets et les approvisionnements qui lui ont été confiés et de justifier qu'il s'est acquitté de cette obligation d'assurance.

17.5 Indépendamment des mesures de réparations ci-dessus énoncées, le Marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 35 ci-dessous en cas de non représentation, de non restitution et détérioration ou utilisation abusive du matériel, des objets confiés ou des approvisionnements non consommés.

## **ARTICLE 18 - Emballage**

18.1 Le Titulaire assurera l'emballage des fournitures de façon à prévenir les avaries et dommages pendant leur transport vers leur destination finale, telle qu'indiquée dans le Marché. L'emballage sera suffisant pour résister en toute circonstance et à tous égards, à une manutention brutale, à des températures extrêmes, au sel, aux précipitations atmosphériques pendant le voyage et le stockage. Les dimensions et les poids des colis tiendront compte chaque fois que nécessaire, de l'éloignement, de la destination finale des colis et de l'absence des moyens de manutention pour colis lourd à toutes les étapes.

18.2 L'emballage, le marquage, l'étiquetage externe et la documentation interne du colis seront strictement conformes aux dispositions stipulées à cet égard dans le Marché.

18.3 Les emballages restent la propriété du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, sauf dispositions contraires du CCAP.

## **ARTICLE 19 - Transport**

19.1 Aux fins du présent Cahier des Clauses Administratives Générales, les obligations respectives du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et du Titulaire en matière de circulation des marchandises dans le cadre d'une transaction commerciale auront le sens qui leur est donné par l'édition

en vigueur des règles internationales d'interprétation des termes commerciaux, publiées par la Chambre de Commerce Internationale à Paris et connu généralement sous le nom d' "INCOTERMS".

19.2 Quand le Titulaire sera tenu par le marché de livrer les fournitures :

- "FOB" (Franco On Board) : leur transport jusqu'à bord du navire au port de chargement spécifié sera organisé et payé par le Titulaire qui inclura le coût y afférent dans les prix des Marchés ;
- "C et F" (Coût et Fret) ou "CIF" (Coût Assurances Fret), jusqu'à un lieu particulier spécifié situé au Tchad : leur transport jusqu'au port de débarquement ou tout lieu spécifié situé à l'intérieur du territoire du Tchad, tel que spécifié dans le Marché, sera organisé et payé par le Titulaire qui inclura le coût y afférent dans le prix du marché ;
- à d'autres conditions, par exemple, par voie postale ou à une autre adresse dans le pays d'origine: tous les frais de transport et de magasinage jusqu'à la livraison seront à sa charge.

Dans tous les cas ci-dessus, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué sera responsable du transport après livraison.

#### **ARTICLE 20 - Livraison et documents**

Le Titulaire livrera les fournitures conformément aux conditions spécifiées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

#### **ARTICLE 21 - Assurances**

21.1 Les fournitures livrées en exécution du marché seront entièrement couvertes en monnaie librement convertible contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, leur emmagasinage et leur livraison conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières. .

21.2 Quand le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué demandera la livraison CIF des fournitures, le Titulaire le fera assurer lui-même contre les risques de transport et paiera la prime ; il désignera le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué comme bénéficiaire responsable de l'assurance de transport.

21.3 Quand la livraison se fera FOB ou C et F, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué sera responsable de l'assurance de transport.

#### **ARTICLE 22 - Services Connexes**

22.1 Sans que cette liste soit limitative et conformément au Cahier des Clauses Administratives Particulières, le Titulaire peut se voir demander de fournir un quelconque des services ci - après ou tous ces services :

- a) montage ou supervision du montage sur le lieu d'utilisation ou mise en route des fournitures livrées ;
- b) fournitures de l'outillage nécessaire au montage et/ou à l'entretien des fournitures livrées ;
- c) fournitures de la documentation technique (notice d'utilisation, guide d'entretien, manuel de réparation, catalogue des pièces de rechange...) pour chaque élément approprié de la fourniture livrée ;

- d) opérations de service après-vente nécessitées par certaines fournitures pendant une période convenue entre les parties dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières, étant entendu que ce service ne libérera pas le Titulaire des obligations de garanties, prévues à l'article 30 ci-dessous. Cette prestation pourra comprendre le contrôle de bon fonctionnement des opérations d'entretien, de dépannage, des réparations des matériels soumis à ce service avec fournitures de pièce et de main d'œuvre gratuite ;
- e) formation du personnel du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué chez le Titulaire et/ou au lieu d'utilisation.

22.2 Les prix facturés par le titulaire pour les services connexes ci – dessus, s'ils ne sont pas inclus dans le prix du Marché des fournitures, seront convenus à l'avance entre les parties et ne seront pas supérieurs à ceux que le Titulaire facture à d'autres clients pour des services semblables.

### **ARTICLE 23 - Pièces de rechange**

23.1 Conformément au Cahier des Clauses Administratives Particulières, il peut être demandé au Titulaire la détention, dans ses magasins, d'un stock de certaines pièces de consommation courante relatives aux matériels livrés au titre du Marché.

23.2 Pour les pièces de rechange qu'il fabrique ou qu'il distribue, le Titulaire devra :

- a) fournir le catalogue des pièces de rechange que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut choisir de lui acheter, étant entendu que ce choix ne libérera pas le Titulaire d'une des quelconques obligations de garanties découlant du Marché ;
- b) au cas où les pièces de rechange cesseraient d'être produites :
  - notifier en temps utile, au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, cette cessation de production, pour lui permettre d'acquérir le stock des pièces nécessaires ;
  - fournir gratuitement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué sur sa demande, les plans, dessins et spécifications des pièces de rechange.

### **ARTICLE 24 : Surveillances en usine**

24.1 Lorsque le Cahier des Clauses Administratives Particulières prévoit expressément une surveillance en usine de la fabrication des fournitures, le Titulaire est tenu de se conformer aux stipulations du présent article.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières précisera la nature des inspections et essais qui seront effectués.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera par écrit au titulaire l'identité de son (ou ses) représentant(s) à ces fins.

Le titulaire doit faire connaître au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué les usines ou ateliers dans lesquels se dérouleront les différentes phases de la fabrication.

Il s'engage à assurer le libre accès de ces usines ou atelier à l'autorité chargée de la surveillance et à mettre gratuitement à sa disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

24.2 Le Titulaire doit prévenir en temps utile, l'autorité chargée de la surveillance de toutes les opérations auxquelles elle a déclaré vouloir assister; à défaut, elle pourra soit les faire recommencer, soit refuser les fournitures soumises à ces opérations en dehors de son contrôle.

Cette même autorité doit être avisée immédiatement de tout événement de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.

24.3 Au cours de la fabrication, l'autorité chargée de la surveillance signale au Titulaire tout élément de la fourniture qui n'est pas satisfaisant.

24.4 L'exercice de la surveillance laisse entière la responsabilité du Titulaire et ne limite pas le droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de refuser les fournitures défectueuses au moment de la vérification.

24.5 L'exercice de la surveillance ne libère pas le Titulaire de toute obligation de garantie ou autre à laquelle il est tenu en raison du marché.

24.6 Les fonctionnaires et agents du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué qui sont, du fait de leur fonction, au courant des moyens de fabrication et du fonctionnement des entreprises, sont tenus de ne communiquer ce renseignement qu'aux autorités hiérarchiques dont ils dépendent.

24.7 Les opérations d'inspection ou d'essai pourront, à la convenance du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué être effectuées au lieu de livraison et/ou au lieu d'utilisation des fournitures.

## **CHAPITRE IV : DE LA CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 25 - Vérification quantitative**

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail exécuté et la quantité indiquée dans le Marché.

### **ARTICLE 26 - Vérification qualitative**

26.1 Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées ou des services exécutés avec les spécifications du Marché.

26.2 Sauf stipulation contraire, les opérations de vérification qualitative sont effectuées selon les usages du commerce pour les fournitures ou les services considérés.

a) Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué sur les fournitures livrées au titre du Marché. Les frais de vérification sont à la charge du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour les opérations qui, en vertu du Marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux et à la charge du Titulaire pour les autres opérations.

b) Les frais entraînés par un essai non prévu par le Marché ou par les usages sont à la charge de la partie qui demande l'exécution de cet essai.

### **ARTICLE 27 - Opérations de vérification**

27.1 Le Titulaire ou son représentant désigné à cet effet assiste à la livraison des fournitures ou à l'exécution du service. L'absence du Titulaire ou de son représentant ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

27.2 Les opérations de vérification sont effectuées par un comité de réception dont la composition est précisée par l'article 185 du Code des Marchés Publics. La Personne Responsable du marché est membre de droit de cette commission.



27.3 Le délai imparti au Comité de réception pour procéder à la vérification quantitative et qualitative et notifier sa décision est, sauf stipulation contraire, de quinze (15) jours.

Pour les vérifications qui, d'après le marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du paragraphe 27.4 ci-dessous, la totalité des fournitures ou services est prête à être vérifiée.

Pour les vérifications effectuées en tout autre lieu, le point du départ de délai est la date de livraison.

Toutefois, si certains bulletins de livraison sont reçus après la fourniture, le délai de vérification court à compter de la date de réception du dernier de ces bulletins.

27.4 Dans le cas d'un Marché qui s'exécute par tranche ou lots distincts, la livraison de chaque tranche ou lot fait l'objet de vérifications ou des décisions distinctes.

## **ARTICLE 28 - Décisions après vérification**

### **28.1 Vérification quantitative**

Si la quantité fournie ou la prestation des services effectués n'est pas conforme aux stipulations du Marché, le comité de réception peut mettre le Titulaire en demeure dans le délai qu'il prescrit :

- a) soit de reprendre l'excédent fourni ;
- b) soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation ;

Il peut encore accepter en l'état la fourniture ou le service.

### **28.2 Vérification qualitative**

28.2.1 A l'issue des opérations de vérification, le comité de vérification prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Passé le délai prévu au paragraphe 27.3 ci-dessus, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

28.2.2 Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserves des vices cachés.

#### **28.2.3 Ajournement**

Lorsque le comité de réception estime que des fournitures ou des services pourraient être admis moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement en invitant le Titulaire à les présenter de nouveau dans un délai déterminé par la Personne Responsable du Marché après avoir effectué ces mises au point. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours.

En cas de refus ou de silence du Titulaire dans ce délai, les fournitures ou services peuvent être admis avec réfaction ou rejetés dans les conditions fixées au paragraphe 28.2.4 ci-dessous. La décision doit alors intervenir dans un délai de quinze (15) jours. Le silence du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué dans ce délai vaut décision de rejet.

#### **28.2.4 Réfaction et rejet**

1. Lorsque le comité de réception estime que des fournitures ou services ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'il présente des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Lorsque le comité de réception estime que les fournitures ou les services ne peuvent être admis en l'état

même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

2. Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le Titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions sont motivées.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu sauf décision contraire, de livrer de nouveau la fourniture ou d'exécuter le service commandé.

3. Sauf cas prévu au paragraphe 28.2.5 ci-dessous, les matières, objets ou approvisionnements remis par la Personne Responsable du Marché et utilisés dans les prestations rejetées sont remplacés ou remboursés par le Titulaire.

28.2.5 Mauvaise qualité des matériels, objets ou approvisionnement remis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.

Lorsque la réfaction ou le rejet est dû à une mauvaise qualité ou à une défectuosité des matériels, objets ou approvisionnements remis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution des prestations, la responsabilité du Titulaire est dérogée à la double condition :

- qu'il ait présenté ses observations dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de constater la mauvaise qualité ou les défectuosités des matériels, objets ou approvisionnements remis ;
- que la Personne Responsable du marché ait décidé que ses matériels, objets ou approvisionnements devaient néanmoins être traités ou utilisés.

#### **28.2.6 Nouvelle prestation après ajournement**

Après ajournement des fournitures ou services, le comité de Réception prévu à l'article 185 du Code des Marchés Publics dispose de nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications à compter de la nouvelle présentation par le Titulaire.

Les délais ouverts au Titulaire pour présenter ses observations ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour présenter à nouveau la fourniture ou le service, après ajournement, ne constitue pas, par eux-mêmes une justification valable d'une prolongation du délai contractuel d'exécution.

#### **28.2.7 Enlèvement des fournitures ajournées ou rejetées**

1. Les frais de manutention et de transport, éventuellement entraînés par l'ajournement ou le rejet des prestations, sont supportés par le Titulaire, sauf dans le cas prévu au paragraphe 28.2.5 ci-dessus.

2. Dans le cas où les opérations de vérification ont été faites dans les locaux du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, la décision portant ajournement ou rejet des fournitures peut fixer si le marché ne l'a déjà fait, un délai pour leur enlèvement.

3. Les fournitures qui ont fait l'objet d'un ajournement ou d'un rejet et dont la garde, dans les locaux du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement détruites ou évacuées, aux frais du Titulaire après que celui-ci en a été informé.

### **ARTICLE 29 - Transfert de propriété**

**Le transfert de propriété des fournitures est réalisé par Admission.**

Si la remise au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué est postérieure à l'admission, le Titulaire assure dans l'intervalle, les obligations du dépositaire.

### **ARTICLE 30 - Garantie**

30.1 Si le Marché prévoit que les prestations sont garanties, le point de départ du délai de garantie est la date d'admission de la prestation ou, si le marché le prévoit, la date de mise en service.

30.2 Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en l'état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui sera reconnue défectueuse.

Cette garantie couvre également, les frais consécutifs aux déplacements de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport des matériels nécessités par la remise en l'état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a droit, en outre, à des dommages et intérêts au cas où, pendant la remise en l'état, la privation des jouissances entraîne pour lui un préjudice.

30.3 Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'ouvrage délégué.

30.4 Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, sauf à en demander le règlement s'il estime que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

30.5 Si à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

30.6 A la fin du délai de garantie, le cautionnement de retenue de garantie est libéré dans les conditions prévues à l'article 154 du Code des Marchés Publics.

## **CHAPITRE V : DE LA RESILIATION DU MARCHÉ - EXECUTION PAR DEFAUT.**

### **ARTICLE 31 - Résiliation du Marché par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué**

31.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut résilier le Marché dans les conditions prévues aux articles 188 alinéa 2 et 189 du Code des Marchés Publics.

Sauf dans les cas de résiliations prévus aux articles 32 à 34 ci-dessous, le Titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision comme il est stipulé à l'article 38 ci-dessous.

31.2 La résiliation du Marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire à raison de ses fautes.

### **ARTICLE 32 - Décès ou incapacité civile du Titulaire**

32.1 Si le Marché concerne principalement des fournitures, en cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, ses ayants droits, son tuteur ou son curateur continuent de plein droit le Marché, sauf décision contraire de la Personne Responsable du Marché lorsque le Marché a été conclu en considération de la capacité personnelle du Titulaire. La résiliation prend effet à la date de la décision qui l'a prononcée.

32.2 Si le Marché concerne principalement des prestations de services, en cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du Marché est prononcée, sauf si le Maître d'Ouvrage ou le Maître

d'Ouvrage Délégué accepte la continuation du Marché par les ayants droits, le tuteur ou le curateur. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

32.3 Dans les cas prévus au présent article, la résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire ou ses ayants droits à aucune indemnité.

### **ARTICLE 33 - Redressement judiciaire, liquidation des biens ou faillite personnelle du titulaire**

33.1 En cas de liquidation du bien du Titulaire ou faillite personnelle, la résiliation du Marché est prononcée. Il en est de même en cas de redressement judiciaire sauf si, dans le mois qui suit la décision de justice, l'administrateur judiciaire décide de poursuivre l'exécution du Marché.

33.2 La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de décision de l'administrateur judiciaire de renoncer à poursuivre l'exécution du Marché ou de l'expiration du délai d'un mois prévu au paragraphe 33.1 ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

### **ARTICLE 34 - Cas de Résiliation pour incapacité physique ou sur demande du Titulaire.**

Le Marché peut être résilié sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité en cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du Marché.

Le Marché peut en outre être résilié à la demande du Titulaire et celui-ci peut prétendre à une indemnisation du préjudice subi dans les conditions prévues à l'article 188 alinéa 1 du Code des Marchés Publics.

### **ARTICLE 35 : Résiliation aux torts du Titulaire**

35.1 Le Marché peut, selon les modalités prévues au paragraphe 35.2 ci-dessous, être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques comme il est stipulé à l'article 39 ci-dessous :

- a) lorsque le Titulaire a sous - traité en contrevenant aux dispositions de l'article 3 ci-dessus ;
- b) lorsqu'il n'a pas rempli, en temps voulu, les obligations relatives au cautionnement ;
- c) lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- d) lorsque des matériels, objets et approvisionnements ont été confiés au Titulaire et qu'il se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 17.5 ci-dessus ;
- e) lorsque le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 34 ci-dessus, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- f) lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans le délai prévu ;
- g) si les modifications mentionnées à l'article 2.2 ci-dessus sont de nature à compromettre l'exécution du Marché ;
- h) lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, sur la qualité ou la quantité des prestations ;
- i) lorsque, postérieurement à la conclusion du Marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux Marchés Publics ;

- j) lorsque les déclarations produites en application des articles 117 et 122 du Code des Marchés Publics ont été reconnues inexactes ;
- k) lorsque le Titulaire a contrevenu aux obligations de discrétion ou n'a pas pris les mesures de sécurité prévues à l'article 9 ci-dessus ;
- l) dans le cas où le Marché prévoit une surveillance en usine, lorsque le Titulaire a fait obstacle à cette surveillance.

35.2 La décision de résiliation, dans les cas prévu au paragraphe 35.1 ci-dessus, ne peut intervenir qu'après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. En outre, dans les cas prévus aux alinéas c, d, f et l au paragraphe 35.1 ci-dessus, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

#### **ARTICLE 36 - Date d'effet de la résiliation**

Sauf dans les cas prévus aux articles 32 et 33 ci-dessus, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

#### **ARTICLE 37 - Liquidation du Marché résilié**

37.1 Le Marché résilié est liquidé en tenant compte d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont la Personne Responsable du Marché accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du Marché qui contient éventuellement l'indemnité fixée à l'article 38 ci-dessous est arrêtée par décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifié au titulaire.

37.2 Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire dans les conditions prévues à l'article 188 alinéa 3 du Code des Marchés Publics.

#### **ARTICLE 38 - Calcul de l'indemnité éventuelle de résiliation**

38.1 Si, en application de l'article 31 ci-dessus, le Titulaire peut prétendre à indemnité, il doit présenter une demande écrite, dûment justifiée dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

38.2 Pour les Marchés à quantité fixe, le montant de l'indemnité de résiliation est obtenu en appliquant au montant initial du marché diminué du montant non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par le marché ou, à défaut, celui de quatre pour cent (4%).

Toutefois, aucune indemnité n'est due si la résiliation est suivie de l'attribution, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, d'un nouveau Marché au titulaire.

38.3 Pour les autres Marchés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué évalue le préjudice éventuellement subi par le Titulaire et fixe, s'il y a lieu, l'indemnité à lui attribuer.

#### **ARTICLE 39 - Exécution de la fourniture ou du service aux frais et risques du Titulaire**

39.1 Il peut être pourvu, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, à la livraison de la fourniture ou à l'exécution du service aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce

dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit, si la résiliation du Marché, prononcée en vertu de l'article 35 ci-dessus, prévoit cette mesure.

39.2 S'il n'est pas possible au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au Marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

39.3 Le Titulaire du Marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

39.4 L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **CHAPITRE VI : DES DIFFERENDS ET LITIGES**

### **ARTICLE 40 – Différend avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué**

40.1 Le Titulaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué mettront tout en œuvre pour régler à l'amiable, le différend qui les oppose.

40.2 Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué doit faire l'objet, de la part du Titulaire d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué dans le délai de trente (30) jours comptés à partir du jour où le différend est apparu.

40.3 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage délégué notifie sa décision dans les conditions suivantes :

En cas de différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ou en cas de recours intenté par un candidat non-retenue ou par la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) pour irrégularité de la procédure de passation ou de choix du Soumissionnaire, le litige devra être obligatoirement soumis, avant tout autre recours, à l'autorité hiérarchique du maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué ou à l'autorité chargée des marchés publics.

Le recours pour irrégularité de la procédure ou choix du Soumissionnaire suspend la passation ou le Marché en cause. Il devra être intenté au plus tard dix (10) jours après la notification définitive du Marché au Titulaire.

L'autorité hiérarchique du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué saisie à la demande de la partie la plus diligente disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de sa saisine pour entendre les parties et rechercher avec elles une solution amiable au différend et en cas de succès, constater soit l'abandon des prétentions de l'une ou l'autre partie ou la conclusion d'une transaction mettant fin au litige.

En cas d'échec de cette conciliation, le litige devra être obligatoirement soumis avant toute autre possibilité de recours, au Comité de Règlement des Différends (CRD) à la requête de la partie la plus diligente.

Toutefois, en cas de recours pour irrégularité de la procédure de passation ou de choix de l'Attributaire, l'autorité hiérarchique du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué n'est tenu d'entendre que

le requérant. Il devra alors soit constater l'abandon de la requête, soit transmettre le dossier au Comité de Règlement des Différends (CRD) au plus tard dix (10) jours à compter de sa saisine.

**ARTICLE 41 - Du recours devant le Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**

Le Titulaire peut demander que le litige ou différend soit soumis au Comité de Règlement des Différends (CRD) dans les conditions stipulées à l'article 199 du Code des Marchés Publics.

**ARTICLE 42 - Procédure contentieuse**

En cas d'échec de la procédure amiable, chacune des parties peut demander que le règlement du litige soit soumis aux procédures d'arbitrage spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières. Ces procédures peuvent inclure, sans y être limitées, la conciliation d'un tiers, la saisine d'un tribunal national ou régional, ou le recours à l'arbitrage international prévu à l'article 202 du Code des Marchés Publics.

**CHAPITRE VII : DES DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 43 - Mise en vigueur**

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

*N'Djaména, le 11 Novembre 2016*



**PAHIMI PADACKE ALBERT**

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<b>CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>2</b>
ARTICLE 1. Champ d'application - définitions.....	2
ARTICLE 2 Représentation du titulaire .....	3
ARTICLE 3 Sous-traitance.....	4
ARTICLE 4 Décompte des délais .....	4
ARTICLE 5 Notification .....	5
ARTICLE 6 Pièces contractuelles .....	5
ARTICLE 7 Pièces à délivrer au titulaire - nantissement .....	6
ARTICLE 8 Garantie de soumission et de bonne exécution - retenue de garantie .....	6
ARTICLE 9 Obligation de discrétion - Mesures de sécurité .....	8
ARTICLE 10. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	9
<b>CHAPITRE II PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 11 Contenu des prix .....	9
ARTICLE 12 Détermination des prix de règlement .....	10
ARTICLE 13 Modalités de règlement du marché.....	11
<b>CHAPITRE III EXECUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 14 Qualité des fournitures .....	13
ARTICLE 15 Délai d'exécution .....	14
ARTICLE 16 Pénalités pour retard.....	15
ARTICLE 17 Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire.....	17
ARTICLE 18 Emballages.....	18
ARTICLE 19 Transports.....	18
ARTICLE 20 Livraison et documents .....	19
ARTICLE 21 Assurances.....	19
ARTICLE 22 Services connexes .....	20
ARTICLE 23 Pièces de rechanges.....	21
ARTICLE 24 Surveillances en usine .....	21
<b>CHAPITRE IV CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>23</b>
ARTICLE 25 vérifications quantitatives	23
ARTICLE 26 Vérifications qualitatives	23
ARTICLE 27 Opération de vérification	23
ARTICLE 28 Décisions après vérification	24
ARTICLE 29 Transfert de propriété	27
ARTICLE 30 Garantie	27
<b>CHAPITRE V RESILIATION DU MARCHÉ - EXECUTION PAR DEFAUT</b>	<b>28</b>
ARTICLE 31 Résiliation du marché par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage	28
ARTICLE 32 Décès ou incapacité civile du titulaire	29
ARTICLE 33 Redressement judiciaire, liquidation des biens ou faillite personnelle du titulaire	29
ARTICLE 34 Cas de résiliation pour incapacité physique ou sur demande du titulaire.....	30
ARTICLE 35 Résiliation aux torts du titulaire	30
ARTICLE 36 Date d'effet de la résiliation.....	31
ARTICLE 37 Liquidation du marché résilié	31
ARTICLE 38 Calcul de l'indemnité éventuelle de résiliation	32
ARTICLE 39 Exécution de la fourniture ou du service aux frais et risques du titulaire	32
<b>CHAPITRE VI DIFFERENDS ET LITIGES</b>	<b>33</b>
ARTICLE 40 Différend avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué	33
ARTICLE 41 Du recours devant le Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	33
ARTICLE 42 Procédure contentieuse	34
<b>CHAPITRE VII DISPOSITIONS FINALES</b>	<b>34</b>
ARTICLE 43 Mise en vigueur de l'Arrêté	34